http://lipietz.net/Du-developpement-local-au-developpement-durable

Territoires n°431

Du développement local au développement durable

- Vie publique - Articles et débats -

Publication date: octobre 2002

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Comment est apparu le terme de développement local et quelle a été la critique marxiste de ce concept ?

Alain Lipietz : C'est un long chemin qui débute à la fin des années 70, une période où la perception du monde et de ses rapports de forces, en termes économique et politique, est basée sur le constat de la dépendance des pays de l'ancienne aire coloniale. Le modèle dominant est celui d'un centre (les pays développés du Nord) entravant le développement à la périphérie (les pays du Sud). Au plan doctrinal et des pratiques, la réponse de la gauche marxisante, c'est le protectionnisme, la substitution de la production locale aux importations, et la théorie des pôles de développement. Celle-ci prône la construction en un lieu donné d'une plate-forme d'industries lourdes de base, par exemple sidérurgique et pétrochimique, qui doit mécaniquement engendrer de l'activité alentours. Or toutes ces recettes sont alors en échec, de l'Argentine à l'Algérie. Au contraire, on s'aperçoit que l'autonomie de petites et moyennes entreprises locales est de nature à engendrer à terme de nouvelles dynamiques locales de développement, y compris orientées vers l'exportation. Au début des années 80, les économistes emploient alors les mots de développement « endogène » ou « local » et parlent d'« industrialisation diffuse ».

En 1992, je publie avec Georges Benko « *Les régions qui gagnent* » (P.U.F), recueil d'articles internationaux sur ce débat, qui a pris une ampleur considérable. Tout un courant de pensée, notamment autour des Italiens et des radicaux américains (pas nécessairement marxistes), affirme que le modèle du développement local devient la forme typique du post-fordisme [1]. On serait passé à un modèle de développement « flexible », dans lequel des communautés locales de travailleurs qualifiés vont représenter les nouveaux pôles de développement ; le développement local deviendrait la forme « normale » du développement. Les marxistes de la vieille école, qui s'appuient aussi sur des études empiriques, contestent fortement cette approche. « *Les multinationales se portent bien* », soulignent-ils, constatant que, pour quelques cas de développement local authentiquement endogènes qui parviennent, avec l'aide d'administrations publiques locales, à s'élever jusqu'à la compétitivité internationale, la géographie économique est en fait majoritairement déterminée par le jeu des multinationales qui délocalisent où et quand elles le veulent leurs unités de production.

Pour ma part, j'avais bien sûr commencé par critiquer des thèses trop structuralistes [2], puis j'ai participé à l'engouement pour la découverte du développement local mais, sur le fond, je suis resté fidèle à l'historien Fernand Braudel qui dit que « *L'Histoire, c'est 95 % de déterminisme et 5 % de liberté* ». Ces 5 %, c'est le développement local, c'est la possibilité, par un "volontarisme local", de renverser une situation de dépendance ou de marginalité. Ce qui suppose une claire conscience des déterminants structuraux qu'il faut surmonter ou contourner.

En 2000, à nouveau avec Georges Benko, nous montrons qu'il y a des cas de développement local partout ("*La richesse des régions*", P.U.F). Par exemple au Pérou, en pleine guerre civile avec le Sentier Lumineux, dans un barrio très pauvre de Lima où s'est constitué un pôle de confection qui irradie maintenant dans le monde entier. Mais ce qui reste très majoritaire, ce sont les zones productives locales mises en place par les multinationales sur la base de la recherche de bas salaires ou de réglementations laxistes en matière d'environnement.

Le développement local est-il de même nature selon qu'il s'inscrit dans un plan micro local ou dans celui d'une région tout entière ?

A. L. : Pour arriver à un bon développement économique local, j'essaye de montrer qu'il faut arriver à un accord, aussi conflictuel soit-il mais aboutissant à des compromis négociés, entre quatre acteurs : les syndicats, le patronat, le système de formation professionnelle et les collectivités locales à différentes échelles. L'exemple typique (et qui

Copyright © Alain Lipietz

sera usé jusqu'à la corde) de la doctrine du développement local des années 80, c'est l'Émilie Romagne [3] : les travaux montrent un développement local basé sur une petite bourgeoisie paysanne qui accumule de l'argent dans la famille et dont les fils deviennent des ouvriers qualifiés puis de petits patrons. Mais l'Émilie Romagne est une région où le Parti Communiste organise tout, c'est-à-dire aussi les quatre acteurs précités du développement local : une très forte cohérence politique donc, fondée par la domination d'un parti. La même chose se retrouve plus au Nord, en Vénétie Julienne, où la Démocratie chrétienne joue exactement le même rôle.

Nous avons là deux exemple de régions assez petites, à l'intérieur de l'Italie. Mais la Corée du Sud, pour changer de continent et d'échelle, est l'exemple d'un développement centré sur un bloc social promu et organisé par la dictature militaire, qui joue exactement le même rôle et qui développe la Corée grâce à une mobilisation de toutes les ressources de l'État et de la Société. La Corée réalisera une transition qui, en trente ans, la hissera du niveau des Pays les Moins Avancés jusqu'à surclasser la Grande-Bretagne.

Donc, la notion de "local" s'entend à diverses échelles : à l'échelle internationale, la Corée du Sud, c'est du local ; au niveau français, par exemple, le Choletais c'est local. Le local, c'est toujours un « lieu politique » où le développement se réalise grâce à un « prince moderne » (selon une expression de Gramsci commentant Machiavel), c'est à dire un groupe social catalyseur des potentialités locales. Ce prince peut s'incarner dans un groupe de journalistes ou d'enseignants, un parti politique local, l'Égliseý Il y a un catalyseur politique qui permet cette négociation à quatre et donne à l'espace local une personnalité et une ambition.

Bien sûr, des différences d'analyse doivent être apportées en fonction de la présence ou non de l'État : la Corée n'est pas Cholet. Par sa puissance législative et son "monopole de la violence légitime", l'État national a une capacité d'intervention d'un autre ordre et d'une puissance supérieure à ce qu'on appelle la gouvernance. Le mot est d'ailleurs venu de l'école de géographie humaine californienne : *governance*, c'est la capacité à forger des compromis sociaux sans utiliser nécessairement l'État central.

Existe-t-il un développement local à la française ?

A. L. : Les théoriciens du développement local s'appuient sur l'économiste Marshall qui, au début du XXe siècle, théorise les "districts industriels". Il désigne ainsi une ville industrielle spécialisée dans une branche, avec une ambiance de compromis social et de relations partenariales entre les entreprises, basée sur la qualification professionnelle commune, qu'il appelle « atmosphère industrielle ». Les sociologues nous disent que celle-ci, qui est un cas particulier de bloc hégémonique (Gramsci), imprègne la culture, les mýurs, l'ambition pour les enfants, et s'appuie sur un réseau d'institutions locales (écoles, journaux, chambres de commerce etc.)

La France au début du XXe siècle est un damier de districts « marshalliens », dans lesquels chaque ville est associée à une spécialité (dentelle de Calais, coutellerie de Thiers, etc.). Les districts basés sur une grande entreprise (Michelin, etc.) sont rares. Les politiques de la IVe et de la Ve République, avec la Délégation de l'Aménagement du Territoire (DATAR) ont, dans les années 50-60, assassiné la plupart de ces districts qui, en France, survivaient essentiellement grâce au protectionnisme. Au contraire, les districts industriels italiens sont devenus fortement exportateurs (70 villes en Italie réalisent, chacune sur leur branche, 90 % des exportations italiennes).

La fin du protectionnisme à la sortie de la 2e guerre mondiale a tué les districts en France. La politique publique a été la mise en place de grande entreprises avec des bureaux d'étude parisiens et des ateliers en province, utilisant les ouvriers comme simples OS. Le Fordisme à la française a été basé sur le mépris des savoirs faire locaux. La théorie des pôles de développement imprégnait l'ensemble de la technocratie, des communistes aux gaullistes, accompagnée d'une vision centraliste de l'Île de France, de la "province" et "du désert français" [4]. Pour développer ce désert, on faisait alors Fos-sur-mer ou Dunkerque. Il s'agissait de doctrines qui se voulaient « ultramodernes »,

Copyright © Alain Lipietz

imprégnées par le même mépris technocratique des savoirs faire traditionnels et des capacités de développement local.

Tel qu'il a été pensé, tel qu'il est en travail aujourd'hui dans la société, le développement local peut-il devenir une alternative au modèle de développement dominant ?

A. L. : Les principes du développement local, ça marche partout, de la micro région au pays entier. De façon relativement peu prévisible, un « prince moderne local » réalise la mobilisation d'acteurs locaux, l'épargne locale servant à financer le capital local mis au service de savoirs faire locaux. Est-ce alternatif ? pas forcément.

Oui, si l'on considère que ce n'est pas initié ou directement contrôlé par les multinationales et les dominants. Non, car on dira en général que le développement local a réussi quand il réussit à s'insérer dans l'économie mondiale. Et à la première crise, les multinationales essayent de racheter les entreprises locales (on l'a vu en Corée, comme dans le Choletais). Bref, ce n'est pas très alternatif : c'est du capitalisme, parfois assez brutal (les femmes en particulier y sont souvent surexploitées).

Tout développement local n'est donc pas alternatif. Mais toute démarche alternative est obligée de s'appuyer sur des démarches de développement local. Les acteurs porteurs des ambitions locales de développement ont au moins intégré qu'il ne faut pas tout attendre des multinationales ou de l'État national. Deux stratégies existent alors : la première c'est le développement du travail de la communauté pour la communauté ; dans la seconde, la communauté construit une « base exportatrice » vers les marchés extérieurs. Tout modèle de développement local est une combinaison des deux, les écologistes, et les alternatifs en général, insistant sur le premier terme.

Comment situez-vous l'économie solidaire dans cette évolution ?

A. L. : L'ambition de l'économie sociale et solidaire, c'est de créer des outils pour le développement de l'activité de la communauté pour la communauté. Mais il y a toujours une articulation des deux stratégies, en ce sens que même dans un développement très autocentré, il faut une source de financement qui permet l'achat de produits de la « grande économie » mondialisée (des ordinateurs, des téléviseurs...). Cette source, c'est la redistribution nationale (administration, dépenses sociales) ou les exportations locales. Un projet de développement de pays intègrera par exemple le tourisme à la ferme, ou la production bio et fermière de qualité. L'ambition est double : celle du marché local mais aussi, *via* le tourisme et l'appréciation des productions, une volonté exportatrice.

Le développement durable semble être tout à la fois nouveau modèle, incantation, slogan, voire nouvelle idéologie. Le modèle du développement durable s'appuie-t-il aujourd'hui sur les grands principes du développement local ?

A. L. : Quand on parle de développement durable, c'est-à-dire de **développement *« qui satisfait aux besoins de la génération présente, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs »*** (définition des Nations Unies adoptée à Rio en 1992), on insiste sur une double dimension : sociale et intergénérationnelle. Or, précisément, les multinationales sont dans une logique de localisation guidée par la recherche des plus bas salaires possibles et des réglementations environnementales les plus laxistes possibles, c'est-à-dire le contraire du développement soutenable.

Inversement, le développement local est fondé sur la mobilisation de tous les acteurs, y compris les salariés (qui ne sont pas forcément les plus démunis), c'est-à-dire de gens qui sont censés rester là de génération en génération, car le développement local est fondé sur une accumulation collective de capital humain. Ces gens ont généralement intérêt à ne pas gâcher leur propre territoire et ont la conscience d'un avenir partagé. Tout développement soutenable doit donc s'appuyer sur une idéologie de développement local.

Copyright © Alain Lipietz

Mais, première limite, même le local ne se préoccupe pas forcément des plus démunis, au contraire. Au Japon et en Corée, cas de développement local national contre les puissances dominantes, il s'agit de modèles de « *close shop* », dans lesquels on trace une frontière entre ceux qui participent aux bons côtés du modèle, et les "derniers arrivants" qu'on exclut. L'esprit de solidarité qui caractérise le développement local peut donc déboucher sur l'esprit de clocher, voire la xénophobie. Ce sont bien les régions du Nord et Nord-est de l'Italie, ce qu'on appelle la 3e Italie, régions typiques du développement local fondé sur le dialogue entre les quatre acteurs, qui ont accouché politiquement de la Ligue du Nord. Mais elles ne sont pas les seulesý Tous les modèles corporatistes qui ont su construire un assez bon compromis social engendrent des réactions populistes face aux nouveaux venus (voir l'Autriche et les Pays-Bas).

Seconde limite, la conscience du caractère environnementalement dangereux, à terme, d'une sur-spécialisation productive industrielle n'apparaît pas tout de suite. Les exemples abondent : Silicon Valley, tanneries de Fès, etc.

Que pensez-vous des critiques (Serge Latouche, Edgar Morin, etc.) du concept même de « développement », comme menant la civilisation à sa perte, car basé sur une conception occidentale d'un modèle qui épuise la planète et qui n'est pas extensible à l'ensemble des peuples ?

A. L : Dans ma jeunesse, on opposait la notion de "croissance", quantitative, et le "développement", qualitatif et visant l'harmonie. Pour ma part j'en suis resté là et l'on aurait dû, à mon sens, respecter cette distinction. Ce qu'a apporté en outre la "théorie de la régulation", c'est qu'il y a de nombreux modèles de développement différents.

J'approuve les gens qui parlent de décroissance soutenable, mais pour moi cela reste un modèle de développement fondé sur l'harmonie et intergénérationnel, donc soutenable. Cela implique une décroissance de certains facteurs, par exemple les taux d'utilisation de l'énergie et des matières premières. Mais on tombe dans une discussion sémantique sur le mot développement : dans toutes les langues indo-européennes, ce mot inclut la racine « *vol* » (boucle). Le développement est une boucle où la cause et l'effet sont repris de période en période. L'expression « développement soutenable » me paraît donc juste. Le débat doit porter sur les modèles concrets de développement, pas sur les mots !

Question : Ne pensez-vous pas qu'un vrai mouvement autour du développement local a vu le jour en France à partir de la naissance des pays du début des années 80 ? N'y a-t-il pas là une démarche qui approfondit la notion de développement local en y intégrant des aspects culturels, identitaires, les savoirs faire locaux et surtout qui identifie l'habitant comme ressource ? Quel poids dans la "grande économie" ont aujourd'hui à votre avis ces dynamiques de développement local aujourd'hui ?

A. L : Le mouvement des "pays" correspond en effet à la prise de conscience du déclin de la DATAR avec la crise du fordisme, dans les années 1970. Dès la fin des "pôles de développement" ou de la "décentralisation industrielle" (les usines de montage parachutées à coups de primes). On comprend alors que le local doit se développer en "comptant sur ses propres forces", en mobilisant ses propres ressources humaines. Mais, en France, il manque une ressource importante : un instrument de mobilisation et de gouvernance locale d'échelle suffisante, plus grand que les 36 000 communes héritées des paroisses. Le "pays" est une tentative de réforme tant au niveau symbolique (avec un "nom", une personnalité) qu'au niveau institutionnel (un lieu politique supra-municipal mais infra-régional, pour tisser des compromis autour d'un projet).

Les dynamiques de pays ont un poids croissant dans l'économie marchande globalisée (on le voit bien dans la floraison des publicités pour les sites touristiques ou les produits "de pays"). Mais surtout elles sont l'occasion du développement des services que les communautés locales se rendent à elles-mêmes, ce qui représente quand même la majeure partie de l'activité humaine [5].

Copyright © Alain Lipietz

Propos recueillis par Jacques Picard, de la revue Territoires

---

[1] Postfordisme : Le modèle de développement fordiste (qui a dominé de 1945 à 1975) était fondé sur la grande entreprise, le taylorisme et les contrats rigides. D'où le mythe d'un "post-fordisme" qui serait, point par point, l'inverse : réseaux flexibles de PME qualifiées.

[2] Structuraliste : qui pense que la place d'un élément dans un structure détermine irrévocablement son destin. Par exemple, un pays périphérique (dominé) serait condamné à le rester. Voir mon livre Mirages et Miracles, La découverte, 1985.

[3] Emilie Romagne : région italienne située dans le Nord de l'Italie le long de l'Adriatique, capitale Bologne.

[4] Paris et le désert Français, Jean-François Gravier, 1947.

[5] On estime que 80% du travail d'autrui consommé par un individu est produit dans un rayon de 20km autour de lui.

Copyright © Alain Lipietz